

Discours de Synthèse

Forum Economique Outre-Mer Français de la Caraïbe – Haïti
22-26 juin 2026 – Palais du Luxembourg

Roseline DIEUDONNE
Directrice Business Development Afrique, KPMG
Présidente bénévole, Maison d'Haïti

Paris, le 26 juin 2026

Sécurité alimentaire, coopération régionale et structuration des projets

Mesdames, Messieurs, Bonjour,

Un premier pas vers une ambition régionale

Je voudrais commencer cette synthèse par une phrase de Lao Tseu que vous connaissez tous et qui résume bien, à mon sens, l'esprit de la semaine écoulée : « **Chaque voyage de mille lieues commence toujours par un premier pas** ».

Je ne pense pas que l'objectif de cette semaine était d'arriver avec des réponses toutes faites, ni avec des actions déjà parfaitement identifiées et prêtes à être mises en œuvre.

En revanche, elle a permis d'ouvrir des sujets essentiels pour Haïti, pour les Outre-mer et, plus largement, pour la Caraïbe.

Une ambition claire : faire de la sécurité alimentaire un projet régional

Cette initiative est née, si ma compréhension est exacte, d'une ambition claire : faire de la sécurité alimentaire des territoires ultramarins un projet régional.

Dans ce contexte, Haïti a été identifiée comme l'une des solutions possibles.

Nous connaissons tous la dépendance de nos territoires aux importations, la vulnérabilité de nos chaînes d'approvisionnement et la nécessité de repenser nos logiques régionales.

Haïti peut être une solution, notamment par sa capacité d'échelle, sa proximité linguistique, culturelle et sa position géographique dans la région.

Discours de Synthèse

Forum Economique Outre-Mer Français de la Caraïbe – Haïti
22-26 juin 2026 – Palais du Luxembourg

Le financement : un enjeu de structuration avant tout

Le financement constitue évidemment un enjeu clé. Mais les échanges ont aussi montré que le problème n'est pas toujours l'existence du financement : des mécanismes et des dispositifs existent.

Le véritable enjeu est d'abord la structuration de projets finançables.

Les échanges ont révélé des freins et des opportunités qu'il faut désormais organiser.

Organiser les opportunités et sécuriser les investissements

Les freins structurels (insécurité, faiblesse des infrastructures), réglementaires, normatifs et financiers devront, bien évidemment, être traités.

Quant aux opportunités, trois questions se posent : comment les organiser ? Comment sécuriser les investissements ? Comment prioriser les secteurs — agriculture, agroalimentaire, infrastructures portuaires et routières, logement, tourisme ?

Aujourd'hui, nous arrivons donc à un moment important : comment faire en sorte que ce chemin ne s'arrête pas au premier pas ?

Les conditions de réussite des projets

Nous savons très bien que, pour réussir des projets et des programmes, un certain nombre de conditions doivent être réunies. Il existe des facteurs clés de succès.

Je voudrais les évoquer à partir de mon expérience professionnelle en cabinet de conseil international, mais aussi de mon engagement associatif.

Structurer une vision et prioriser les actions

Au fil de ces expériences, j'ai pu observer et accompagner des acteurs privés et publics dans des projets de structuration et de transformation. Les trajectoires les plus abouties ne reposent jamais sur une initiative isolée. Elles s'appuient sur une vision claire, une capacité d'exécution, des priorités assumées et la construction progressive de chaînes de valeur intégrées.

À cet égard, plusieurs exemples africains peuvent nourrir la réflexion sur Haïti, chacun à un stade de maturité différent : le Maroc, sans doute l'exemple le plus abouti ; le Rwanda ; le Bénin ; et, plus récemment, la Guinée, avec le programme Simandou 2040. À travers ce projet, la Guinée cherche à faire d'une ressource stratégique un levier plus large de transformation économique : infrastructures, industrialisation, capital humain, diversification et intégration régionale.

Discours de Synthèse

Forum Economique Outre-Mer Français de la Caraïbe – Haïti
22-26 juin 2026 – Palais du Luxembourg

Pour Haïti, la leçon est importante : un actif stratégique — qu’il soit agricole, portuaire, touristique, culturel, diasporique ou géographique — doit être pensé non comme une ressource isolée, mais comme le point de départ d’un programme plus large de transformation productive.

Ces expériences rappellent une chose simple : les transformations crédibles ne reposent pas seulement sur des intentions. Elles exigent une vision, une gouvernance, des investissements structurants, une priorisation des secteurs et une réelle discipline d’exécution. Elles supposent aussi de connecter les maillons essentiels d’une chaîne de valeur : production, formation, financement, infrastructures, transformation, logistique, accès au marché. C’est cette approche systémique qui peut inspirer Haïti : partir de ses atouts réels, sélectionner quelques filières prioritaires, structurer des projets finançables et organiser leur mise en œuvre dans la durée.

Le secteur privé, maillon essentiel aux côtés de l’État

Le premier pas est posé. Pour éviter de conclure, une fois encore, qu’avec Haïti « tout a été essayé et rien ne marche », il faut avoir le courage de revoir la méthode.

Ce qui fera la différence, c’est notre capacité collective à prioriser, structurer, ordonnancer et exécuter.

Le secteur privé haïtien est très impliqué dans ce forum, et c’est une bonne chose. En effet, lorsqu’on parle de transformation économique d’un pays, l’État donne l’impulsion, porte la vision, met en place le cadre et les normes. Les bailleurs peuvent être sollicités. Mais une part essentielle de l’effort repose sur le secteur privé, qui supporte généralement une part significative des projets.

Pour autant, il faut veiller à embarquer le gouvernement haïtien et à ne pas le fragiliser davantage. C’est à lui de définir les priorités stratégiques du pays, de fixer la vision, de donner le cadre et de suivre l’avancement.

Les ultramarins ont défini leur priorité stratégique. Il revient maintenant aux Haïtiens de faire de même, puis de rapprocher ces priorités pour identifier les convergences et les priorités communes.

De la stratégie à l’exécution

Parmi les leviers de structuration, on a vu émerger, dans le secteur public comme dans le secteur privé, des cellules de pilotage et d’exécution de projets : PMO, Project Management Office, Delivery Unit. Leur rôle est clair : suivre l’exécution des projets

Discours de Synthèse

Forum Economique Outre-Mer Français de la Caraïbe – Haïti

22-26 juin 2026 – Palais du Luxembourg

prioritaires, alerter au plus haut niveau en cas de dérive et installer la rigueur nécessaire pour passer de la stratégie à la réalisation.

Une phrase célèbre dit : « **Stratégie sans exécution n'est qu'hallucination** ». Alors, posons-nous une question très concrète : que faisons-nous dès la semaine prochaine ? Dans deux semaines ? Dans trois semaines ? Que mettons-nous en place pour que les intentions deviennent des actions et pour que, dans six mois ou dans un an, nous puissions parler d'avancées concrètes ?

Encore une fois, le premier pas a été fait. Il reste beaucoup de lieues à parcourir — peut-être 999. Mais c'est maintenant que le voyage commence véritablement. C'est sans doute la partie la plus difficile ; c'est aussi la plus passionnante. Merci.

À propos de l'intervenante

Roseline Dieudonne est diplômée d'expertise comptable et titulaire de l'Executive MBA HEC. Elle est actuellement Directrice du développement commercial Afrique chez KPMG et Présidente bénévole de Maison d'Haïti, association loi 1901.

Elle cumule plus de 25 ans d'expérience dans l'accompagnement d'organisations privées et publiques, et d'engagement sociétal.